



Bulletin d'informations du Groupe de Travail Climat-REDD - N° 06- Décembre 2010

La Coordination nationale UN-REDD a sensibilisé les médias sur la REDD P2

Cancun : un fonds vert en faveur de pays forestiers

Mini atelier sur le retour d'expérience du projet de formation des P.A et Colo sur la REDD

L'intérêt de participation au processus REDD pour la société civile a été dès le départ lié à l'idée de promouvoir les droits coutumiers et traditionnels des communautés Colo et PA. Le processus REDD étant considéré comme alternatif durable face à d'autres formes d'exploitation des forêts (Exploitation industrielle de bois, Conservation policière) et une opportunité d'initier des réformes (Code Forestier, Code foncier, Code minier etc....) Avec toutes les promesses de la communauté internationale pour des mesures incitatives et compensatoires aux pays forestiers, les efforts du Gouvernement dans la mise en œuvre du processus REDD (RPP feuille de route) a eu à privilégier l'aspect consultatif et participatif des colos et PA tout au long cette préparation de la stratégie nationale REDD en RDC.
LIRE EN PAGE 3

Le GTCR s'est auto-évalué à Cancun et a défini les stratégies pour 2011



NPM: Le coordonnateur du GTCR, Me Roger Muchuba à Cancun à côté de Anne Martinussen de la RFNorway

P2

Vaste campagne de sensibilisation et d'échange sur le processus REDD

Plusieurs réunions tenues ont permis aux acteurs de la société civile de plusieurs régions forestières de s'exprimer sur l'état d'avancement du processus REDD dans leurs pays. Ces pays sont la Tanzanie, la RDC, le Congo-Brazzaville, le Cameroun, le Paraguay. Pendant ce temps en RDC, le GTCR n'hésite pas à mobiliser ses organisations membres et autres acteurs impliqués et intéressés par la lutte contre le changement climatique au niveau local. Pour que la journée mondiale du climat soit une réussite et qu'un message clair soit passé au gouvernement, nous pensons qu'il est temps de tenir les promesses politiques en matière de lutte contre le changement climatique et que les promesses d'amélioration et de prise en compte des droits des communautés locales soient garanties.

Si nous y participons tous, cette action aura un réel poids politique. Voilà pourquoi le GTCR qui s'est donné mission de réfléchir sur les défis



auxquels est confronté le monde en général et la RDC en particulier, s'invite

dans une campagne de sensibilisation et d'échange sur le processus REDD

afin de permettre à ce que tous ceux qui, jusqu'à ce jour, n'ont pas pu faire entendre leurs voix ou n'ont jamais eu une occasion de s'exprimer et de comprendre le risque humanitaire qui pointe à l'horizon par les effets du réchauffement climatique. Ainsi cette campagne s'appuiera sur les sujets ci-après :

- Notions sur le changement climatique
- Comment lutter contre le changement climatique
- Sensibilisation et information sur la REDD

Le programme et les détails par rapport à cette journée vous seront transmis sous peu

Information sur les incidences de l'inclusion éventuelle des terres forestières dont le sol est épuisé dans le cadre des activités de boisement et de reboisement au titre du MDP



(Photo Droits tiers)

L'admissibilité des activités B/R au titre du MDP dépend de la satisfaction de critères précis concernant les terres sur lesquelles le projet prend place. À ce jour, tout projet de B/R sur des terres qui contenaient une forêt, au sens de la définition nationale de forêt de chacun des pays hôte, au 31 décembre 1989 est exclu du MDP¹. Or, depuis 2008, le Conseil exécutif du MDP considère la possibilité d'admettre des projets prenant place sur des terres qui portaient des

forêts au 31 décembre 1989 mais dont les forêts s'épuisent. Ces projets permettraient ainsi d'encourager le reboisement de forêts existantes qui sont en processus d'épuisement grâce au financement carbone du MDP.

Le Conseil exécutif a noté que pour que ces activités deviennent admissibles, il faudrait que la section D de l'annexe de la Décision 16/CMP.1, qui définit les activités de B/R admissibles au titre du MDP, soit modifiée. Il faudrait ainsi que soient

ajoutées les activités de reboisement des terres qui n'étaient pas recouvertes de forêt ou des terres forestières dont le sol était épuisé au 31 décembre 1989². La définition des terres forestières dont le sol est épuisé constitue l'enjeu central. Il faudrait en effet que le promoteur prouve que la forêt en phase d'épuisement est incapable de se régénérer seule. Il a été proposé que les terres

Lire suite en page 3

Sensibilisation des médias sur la REDD

La Coordination nationale REDD a organisé le mercredi 15 décembre 2010 à l'hôtel Sultani une journée de concertation avec les responsables de la presse audio visuelle et écrite.

A travers cette journée, la coordination nationale REDD voudrait impliquer les médias dans l'éducation et la sensibilisation du public telles que les préconise la Convention Cadre de Nations Unies sur les changements climatiques afin d'arrêter un cadre de collaboration pour une vaste sensibilisation du public sur le changement climatique.

Notez que la Coordination nationale est l'organe chargé de la gestion quotidienne du processus REDD animé par le Ministère de l'Environnement, Conservation de la Nature et Tourisme ■

Mini atelier sur le retour d'expérience du projet de formation des P.A et Colo sur la REDD

L'intérêt de participation au processus REDD pour la société civile a été dès le départ lié à l'idée de promouvoir les droits coutumiers et traditionnels des communautés Colo et PA. Le processus REDD étant considéré comme alternatif durable face à d'autres formes d'exploitation des forêts (Exploitation industrielle de bois, Conservation policière) et une opportunité d'initier des réformes (Code Forestier, Code foncier, Code minier etc...) Avec toutes les promesses de la communauté internationale pour des mesures incitatives et compensatoires aux pays forestiers, les efforts du Gouvernement dans la mise en œuvre du processus REDD (RPP feuille de route) a eu à privilégier l'aspect consultatif et participatif des colos et PA tout au long cette préparation de la stratégie nationale REDD en RDC.

opposent avec les exploitants, l'ICCN et autres,
 • De donner plus de moyen à la société civile en vue d'expérimenter ce modèle de consultation à large échelle ;
 • De soutenir le GTCR pour multiplier le travail sur terrain,

importante de savoirs endogènes sur les forêts susceptibles d'inspirer beaucoup d'aspects dans la construction de cette politique, notamment en ce qui concerne l'élaboration des scénarios de référence et le suivi de la dynamique forestière sur le terrain.



La société civile congolaise grâce à l'appui financier de la Banque mondiale a pu fournir l'information de base aux colos et Pa sur le processus REDD et recueillir leurs opinions et procédures sur les questions importantes liées au développement de la politique nationale sur la REDD et le climat.

L'objet général de ce mini atelier tenu à la DGPA par les animateur du GTCR Guy KAJEMBA et Me Espoir TSHAKOMA a permis d'évaluer si les peuples autochtones et autres populations forestières ont eu des informations nécessaires afin d'améliorer leur compréhension et leurs pratiques de gestion durable des forêts pour leur implication dans la mise en œuvre des activités de la REDD.

Des efforts sont fournis par la société civile en vue d'assurer cette implication des colos et PA et la prise en compte de leurs CLIP tout au long de cette phase. Grace au projet de la BM la société civile a pu apporter l'information de base sur le processus REDD aux colos et Pa dans certains territoires. Plusieurs recommandations ont été faites par ces colos et Pa tout au long de ces échanges avec ces derniers dont celui:

- D'étendre ce programme avec au niveau de tous les villages ou les Peuples Autochtones et les Communautés Locales vivent ;
- De créer des mécanismes pour informer les PA régulièrement sur la REDD et de les écouter comme c'est le cas actuellement ;
- De multiplier ces genres de rencontres pour renforcer les capacités des uns et des autres ;
- De plaider pour que les projets de développement communautaires (élevages, commerces, agriculture, micro finances) soient financés dans leurs terroirs. De plaider pour que Qu'on puisse réserver à la communauté une partie de forêt pour les activités agricole
- De proposer des alternatives pour éviter que les populations s'abattent sur la forêt
- De s'impliquer dans la résolution des conflits qui les

Très active dans la construction de la politique nationale sur la REDD, la société civile congolaise organisée en Groupe de Travail Climat REDD (GTCR) a toujours insisté auprès du Gouvernement, auprès de la Banque mondiale et de l'ONU REDD pour dire qu'il est utile et nécessaire d'associer les communautés locales et les autochtones dans la préparation de cette politique, étant donné qu'ils détiennent une somme

Spécifiquement ce mini atelier a permis à ce que l'on puisse :

Capitaliser les informations et les données recueillies auprès des communautés locales et autochtones afin de proposer les pistes pour les prochaines étapes.

Passer en revue les différentes recommandations après auditions du rapport final ■

Information sur les incidences de l'inclusion éventuelle des terres forestières dont le sol est épuisé dans le cadre des activités de boisement et de reboisement au titre du MDP

(suite de la page 2)

admissibles soient celles dont on peut prouver qu'elles auraient été converties en terres non forestières dans les 5 ans par le biais d'une récolte finale. Un autre enjeu, notamment soulevé par plusieurs organisations non gouvernementales, consiste en un contre

incitatif possible à la préservation des terres forestières. Il est craint que des terres forestières soient mises en situation d'épuisement volontairement afin de réclamer des crédits carbone pour les activités de reboisement. Ces questions constituent des enjeux nouveaux pour

l'OSCST. À Bonn (juin 2010), le Nicaragua et l'Arabie Saoudite se sont opposés à l'admissibilité des activités de B/R sur des terres dont le sol est épuisé alors que le Brésil, l'Indonésie, le Togo et l'Inde ont demandé que des consultations soient tenues

sur ces enjeux à Cancún³.

À la suite du rapport fait par le Conseil exécutif du MDP à Copenhague sur la possibilité d'inclure ces activités au titre du MDP, la CRP-5 a demandé à l'OSCST d'examiner les implications relatives à

l'admissibilité des activités de reboisement des terres sur lesquelles des forêts sont en péril en tant qu'activités de B/R dans le cadre du MDP⁴.

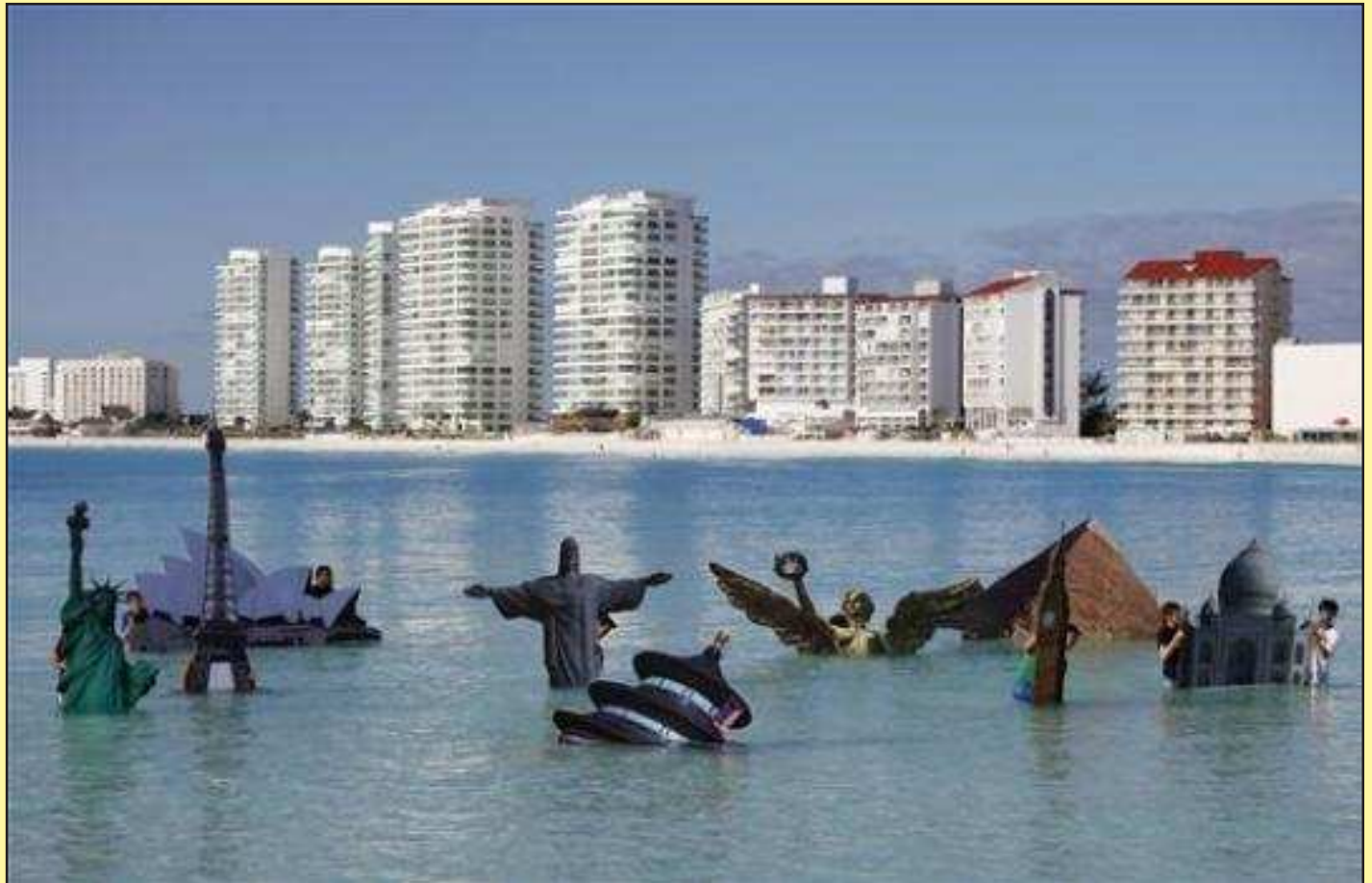
¹ Décision 16/CMP.1.
² FCCC/KP/CMP/2009/16.
³ IIDD, 2010
⁴ Décision 2/CMP.5.

Cancun : un fonds vert en faveur de pays forestiers

La conférence des Nations unies sur le climat, qui réunit depuis le 29 novembre 193 pays à Cancun (Mexique), s'est conclue samedi par un accord limité sur une série de mécanismes pour lutter contre le réchauffement climatique, dont un Fonds vert destiné à aider les pays en développement.(...)

Un an après l'échec de la conférence de Copenhague, la réunion visait à relancer le processus de négociations internationales. La prochaine conférence de l'ONU sur le climat aura lieu l'an prochain à Durban en Afrique du Sud. La principale avancée du sommet de Cancun concerne la création d'un Fonds vert pour aider les pays en développement à s'adapter et à lutter contre le réchauffement. Les pays les plus riches ont promis 100 milliards de dollars (75 milliards d'euros) par an d'ici 2020, mais le texte adopté à Cancun ne précise pas comment le Fonds sera financé. Cela fera l'objet de discussions ultérieures, tout comme le dossier d'un système de compensations pour lutter contre la déforestation.

L'avenir du protocole de Kyoto, qui expirera fin 2012, était l'un des grands enjeux de la conférence de Cancun. Les pays participants sont convenus de poursuivre à Durban, en 2011, les discussions sur le traité conclu en 1997, qui



Environmental activists from Greenpeace demonstrate by holding images of landmarks in the water during the United Nations Climate Change Conference in Cancun, Mexico, Wednesday Dec. 8, 2010 According to the UN weather agency, 2010 is «almost certain» to rank among the three hottest years on record, and in a report issued Tuesday experts said glaciers in southern South America and Alaska's coastal mountains have been losing mass faster and for longer than glaciers elsewhere in the world. (AP Photo/Eduardo Verdugo)

engage les pays développés à réduire de 5,2% en moyenne leurs émissions. Les Etats-Unis ont refusé de le ratifier au motif qu'il n'imposait pas aux économies émergentes comme la Chine et l'Inde de limiter leurs émissions. Le président bolivien Evo Morales a pris la défense de ce texte, auquel les pays en développement sont très attachés. «Si nous mettons le

protocole de Kyoto à la poubelle, nous serons responsables d'un écocide et d'un génocide car nous enverrons des gens à la mort», a-t-il lancé jeudi devant les 15.000 délégués, militants et journalistes participant à la conférence.

Aux termes de l'«Accord de Copenhague» conclu l'an dernier, 85 pays se sont engagés à réduire ou freiner leurs émissions d'ici 2020, mais

ces promesses ne sont ni contraignantes ni même suffisantes pour limiter le réchauffement à deux degrés Celsius, comme le préconisent les scientifiques.

(...) Cancun «consolide les principales avancées de l'accord de Copenhague et permet d'enclencher sa mise en oeuvre. Il confirme l'objectif de limiter l'augmentation de la

température de plus de 2°C et va au-delà en ouvrant la perspective d'un objectif mondial et partagé de réduction des émissions à l'horizon 2050;(...)L'accord de Cancun marque un engagement des pays développés à poursuivre leur effort de réduction des émissions sans interruption dans le cadre du protocole de Kyoto.

AP

Les trois nouvelles approches de financement du carbone

A l'issue de cette année d'apprentissages sur les Financements Préoces (FP), il est essentiel que les décisions prises à Cancun sur les financements de long terme en intègre les leçons. Il y a trois enseignements principaux, merci d'en tenir compte.

En premier lieu, un équilibre entre adaptation et atténuation doit être défini. En dépit des engagements de l'Accord de Copenhague sur une «affectation équilibrée» entre adaptation et atténuation, plus de 80% des FP sont allés à l'atténuation. Pire encore, on estime que

moins de 10% des financements publics dédiés au climat (incluant les FP) ont été alloués à l'adaptation (climatefundupdate.org). En fait, c'est toujours la même histoire : l'adaptation demeure le parent pauvre de l'atténuation. Il faut pourtant combler sans plus tarder «le fossé de l'adaptation». Nous devons instaurer un Fonds climat juste, qui garantisse au moins 50% des financements pour l'adaptation.

Deuxièmement, le problème du «nouveau et additionnel» n'est pas en train de se régler

Il n'existe pas de définition du «nouveau et additionnel», et certains semblent espérer que cela ne soit jamais le cas. Pour y remédier, la Commission Permanente sur les Financements Climat (l'organe chargé de superviser les flux financiers) devrait être mandatée pour proposer un cadre commun sur l'additionnalité des financements de long terme instaurés par la COP.

Enfin, le rôle des prêts doit être clarifié.

Nous savons déjà qu'une large proportion du financement est mobilisée via des prêts –

52% dans le cas de l'UE par exemple.

C'est assez lamentable – les pays ne devraient pas devoir s'endetter pour s'adapter à un changement climatique qu'ils n'ont pas causé. Mais pire encore, les Parties ne se sont pas accordées sur les règles de comptabilisation des prêts octroyés. Par exemple, à l'origine, l'Allemagne ne comptabilisait que la portion concessionnaire (l'équivalent en don) du prêt, tandis que la France comptabilise le montant brut du prêt. Pour être honnête,

l'Allemagne a depuis changé sa méthode.

La transparence est nécessaire pour mettre au grand jour ces approches divergentes, et la Commission Permanente doit être mandatée dans ce sens. Il est essentiel que ces enseignements soient tirés en vue du développement et du déploiement des financements de long terme.

Tiré du journal «ECO, 03, DECEMBRE, Négociations climat Cancun, Edition Francophone»